

Justice pour Berta Cáceres, protection pour la défense des droits humains en Amérique latine

Les réseaux EU-LAT et CIDSE, ensemble constituent 57 organisations européennes et internationales, se faisant écho des sollicitudes du [COPINH soutenues par des représentants du Parlement européen, exigent justice](#), mémoire et garantie de non répétition pour Berta Cáceres et pour la défense des droits humains au Honduras et dans toute l'Amérique latine.

Le 2 mars 2016, Berta Cáceres, leader autochtone Lenca et coordinatrice du Conseil Civique d'Organisations Populaires et Indigènes du Honduras (COPINH), a été assassinée dans sa résidence à La Esperanza, Honduras. Selon l'information disponible pour l'instant, deux ans après, l'enquête a à peine avancée. Les audiences judiciaires publiques des huit suspects détenus en tant qu'auteurs matériels du crime ont été repoussées à de multiples reprises. Le [rapport diffusé en novembre 2017 par le Groupe Conseiller International de Personnes Expertes \(Grupo Asesor Internacional de Personas Expertas - GAIFE\)](#) a révélé un manque de diligence dans les enquêtes, incluant l'absence de poursuites des auteurs intellectuels potentiels de l'assassinat.

Berta Cáceres a vécu en défendant les droits territoriaux et culturels des peuples autochtones, des femmes, des peuples garífunas et des paysans. Elle était reconnue nationalement et internationalement comme défenseuse des droits humains et a reçu, en 2015, le Prix Goldman, pour sa lutte en défense du territoire, des biens naturels et de la Terre Mère. Au cours des années précédant son assassinat, [elle fut victime de persécutions, d'intimidations, de stigmatisation et de criminalisation, autant par des acteurs étatiques que non-étatiques](#), en raison de son activisme, dans un contexte d'opposition aux exploitations hydroélectriques et extractives imposées sur le territoire de peuples autochtones sans leur consentement libre, préalable et informé. Depuis 2009, Berta bénéficiait de mesures de protection octroyées par la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH). Cependant, ces mesures n'ont pas suffi à la protéger des nombreuses attaques contre sa personne, et finalement, d'un assassinat.

Le cas de Berta reflète une réalité à laquelle sont confrontées les personnes défenseuses en Amérique latine, particulièrement celles agissant en faveur de l'environnement et du territoire. Un autre cas emblématique existe au Mexique, où le 15 janvier 2017 a été assassiné Isidro Baldenegro, un activiste écologique autochtone reconnu, qui luttait contre l'exploitation forestière illégale dans la forêt ancestrale de la *Sierra Madre Occidental* en territoire tarahumara/raramuri, dans l'Etat de Chihuahua. Isidro Baldenegro avait gagné le Prix environnemental Goldman en 2005, et avait été identifié comme prisonnier d'opinion par Amnesty International.

Depuis l'assassinat de Berta, [le nombre d'assassinats de personnes défenseuses de droits humains sous mesure de protection de la CIDH a augmenté de manière préoccupante dans la région](#). Cette situation, s'ajoutant aux avancées minimales ou inexistantes dans l'élucidation des cas d'assassinats de militant.e.s, constitue une grave atteinte aux personnes défenseuses, dans la mesure où se généralise l'impunité.

Deux ans après ce crime, le Réseau EU-LAT et CIDSE exhortent l'UE et ses Etats Membres à exiger à l'Etat du Honduras qu'il adopte toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les acteurs matériels et intellectuels de l'assassinat de Berta Cáceres soient dûment poursuivis, en vertu de l'engagement européen pris en matière de

protection de la défense des droits humains.